Maintien en prison d'un activiste des droits de l'homme malade au Burundi

PANA, 09 juillet 2014 Bujumbura, Burundi - Le tribunal de grande instance de Bujumbura a rejeté mardi la demande de mise en liberté conditionnelle pour cause de maladie du président de l'Association de défense des droits humains des détenus (APRODH), Pierre Claver Mbonimpa, en détention préventive depuis bientôt deux mois pour "atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat", ont annoncé ses avocats. M. Mbonimpa, 60 ans, souffrirait de diabète chronique.

Un décret de grâce présidentiel prévoit la libération des détenus âgés de plus de 60 ans, à la condition expresse qu'ils ne soient pas poursuivis pour "atteinte à la sécurité de l'Etat". M. Mbonimpa est détenu pour avoir que de jeunes burundais affiliés au parti au pouvoir suivaient un entraînement paramilitaire en République démocratique du Congo voisine à des fins non encore clairement élucidées. Les allégations avaient été jugées suffisamment graves par les autorités du pays estimant qu'elles pouvaient porter atteinte aux bonnes relations diplomatiques et de voisinage avec le Congo.